

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/272

8 juin 2000

(00-2291)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>PAYS-BAS</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère des affaires sociales et de l'emploi <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b> Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ X ], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Encres d'imprimerie visés à l'article 4.41c) (paragraphe 3) et 4.41e) (paragraphe 3) du projet de règlement, présentant une teneur maximale en substances organiques volatiles indiquée dans cet article; vernis et agents adhésifs visés à l'article 4.41e) (paragraphe 3) du projet de règlement, présentant une teneur maximale en substances organiques volatiles indiquée dans cet article; agents nettoyeurs visés à l'article 4.41b) (paragraphe 3 et 4), 4.41c) (paragraphe 2), 4.41d) (paragraphe 2), 4.41e) (paragraphe 3) et 4.41f) (paragraphe 4) du projet de règlement, présentant un point d'éclair minimal indiqué dans cet article ou une teneur maximale en hydrocarbures halogénés ou en composés monoaromatiques, ou une teneur maximale en substances organiques volatiles; solutions de mouillage visées à l'article 4.41b), (paragraphe 2) du projet de règlement présentant une teneur maximale, indiquée dans cet article, en alcool isopropylique, ou renfermant d'autres monoalcools; produits autres que des agents nettoyeurs, utilisés pour la réparation de vernis endommagés ou pour le remplacement de couches de vernis sur les parties de véhicules à moteur indiquées à l'article 4.41f), (paragraphe 4) du projet de règlement, et présentant une teneur maximale en substances organiques volatiles indiquée dans cet article.
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Règlement ARBO/AMIL/0016906 du Secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'emploi (J.F. Hoogervorst) du ..., modifiant le Règlement sur les conditions de travail en relation avec des activités impliquant l'utilisation de substances organiques volatiles
6.	<b>Teneur:</b> L'objet du projet de règlement notifié est de donner effet aux règles relatives aux conditions de travail prévoyant que les produits utilisés dans le cadre des activités visées, renfermant (en forte proportion) des substances organiques volatiles, doivent être remplacés par des produits inoffensifs ou moins nocifs. Ce texte donne aussi la liste des produits de substitution en question. Sont visées les activités suivantes: impression offset, sérigraphie, gravure d'illustrations, gravure d'emballages, impression par flexographie et réparation de vernis endommagés ou remplacement de couches de vernis sur des parties de véhicules à moteur, y compris les traitements préparatoires nécessaires. Ce projet de règlement est fondé sur l'article 4.62b) du Décret sur les conditions de travail, dont le texte est reproduit

en annexe. Une définition des substances organiques volatiles est donnée à l'article 4.62a) du décret. En vertu de l'article 4.62b), l'obligation de remplacer les substances organiques volatiles ou les produits présentant une teneur élevée en de telles substances par des substances ou des produits inoffensifs ou moins nocifs s'applique aux activités spécifiées par règlement ministériel dans le cadre desquelles ces produits sont utilisés.

**7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:**

Le projet de règlement notifié trouve sa justification dans le souci de protéger la santé des travailleurs prenant part aux activités visées. En effet, l'exposition aux substances organiques volatiles peut entraîner de graves troubles de la santé, notamment l'encéphalopathie chronique par intoxication également appelée psychosyndrome organique (ci-après dénommé PSO). Les activités citées plus haut impliquent une forte exposition aux substances organiques volatiles, avérée par des enquêtes réalisées dans les secteurs d'activité concernés. Or, dans beaucoup des environnements de travail concernés, il est en pratique très difficile, pour ne pas dire impossible, de limiter cette exposition par l'application de mesures structurelles sur les sources de substances organiques volatiles, sinon en remplaçant les substances ou produits en cause. Compte tenu de la gravité et de l'ampleur du problème du PSO (100 à 200 nouveaux cas par an aux Pays-Bas), le remplacement des produits dangereux par des produits inoffensifs ou moins nocifs prescrits par les pouvoirs publics est considéré comme un moyen approprié de protéger efficacement la santé des travailleurs concernés dans les situations professionnelles où le risque de contracter un PSO est élevé. Aucune distinction n'est faite entre produits néerlandais et produits importés, de sorte que le règlement n'a pas d'effets discriminatoires et qu'il est considéré conforme aux articles 28 à 30 du Traité CEE relatifs à la libre circulation des marchandises. Afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté à ce sujet, une disposition relative à la reconnaissance mutuelle des produits autres que néerlandais a été incluse dans l'article 4.41g).

**Données pertinentes relatives aux préparations et aux produits devant être remplacés**

Les produits devant être remplacés conformément au projet de règlement présentement notifié sont un groupe de produits présentant une concentration en substances organiques volatiles ou une volatilité telle qu'ils peuvent entraîner des risques importants pour la santé (PSO) compte tenu de la nature des travaux concernés et de la méthode d'application des produits en question. Sont visés les encres d'imprimerie, les vernis et les agents adhésifs utilisés dans les diverses techniques d'impression, de même que des produits pour la réparation automobile (y compris ceux utilisés lors du traitement préparatoire précédant la réparation). Tous ces produits présentent une concentration élevée en substances organiques volatiles. Sont également visés les agents nettoyants que leur point d'éclair bas rend très volatils, et qui renferment aussi des hydrocarbures halogénés ou des composés monoaromatiques, de même que les solutions de mouillage pour offset comportant en volume plus de 8 ou 10 pour cent d'alcool isopropylique ou d'autres monoalcools.

**Données pertinentes relatives aux préparations et aux produits de substitution**

Les encres d'imprimerie, vernis et agents adhésifs pour la gravure d'emballages et pour la flexographie prescrits comme produits de substitution renferment au plus 50 grammes de substances organiques volatiles par kilo de produit. Pour la sérigraphie, l'encre de substitution ne contient pas plus de 150 grammes de substances organiques volatiles par kilo. Les vernis (y compris les produits de traitement préparatoire) utilisés dans la réparation des automobiles présentent une teneur maximale en substances organiques volatiles comprise entre 150 et 850 grammes par litre, suivant le type de produit (les valeurs précises sont données dans l'Annexe VIII A du projet de règlement). Les raisons du choix de produits de substitution présentant une teneur en substances organiques volatiles aussi faible que possible en vue de protéger les travailleurs contre le PSO sont exposées en détail dans la note explicative jointe à la modification du Règlement sur les conditions de travail

en relation avec des activités impliquant l'utilisation de substances organiques volatiles, pour ce qui est des activités de collage et de peinture (texte joint). La note explicative donne aussi des précisions sur les risques pour la santé présentés par les produits de substitution, de même que sur la responsabilité de l'employeur en la matière. Ces explications sont valables aussi dans le contexte du projet de règlement présentement notifié. Dans un souci de concision, le lecteur est ici renvoyé aux notes explicatives correspondantes. Les agents nettoyants de substitution présentent un point d'éclair aussi élevé que possible de façon à ce que la volatilité de ces produits soit la plus faible possible. Ces dispositions permettent de faire en sorte que la concentration en substances organiques volatiles dans l'air inhalé par les travailleurs soit aussi faible que possible, avec pour résultat une réduction équivalente du degré de risque pour la santé.

En ce qui concerne les agents nettoyants de substitution, il est aussi prescrit dans le projet de règlement qu'ils peuvent renfermer au plus 0,1 pour cent en volume d'hydrocarbures halogénés ou de composés monoaromatiques. Cette prescription supplémentaire résulte d'un accord administratif conclu il y a plusieurs années déjà entre le secteur graphique et le Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement aux fins de la réduction des émissions d'hydrocarbures. Elle a été incluse dans le projet de règlement notifié afin que celui-ci soit le plus possible en harmonie avec l'accord administratif en question. Cette disposition s'applique aussi aux autres produits de substitution pour le secteur graphique dont la liste est donnée dans le projet de règlement.

Les produits de substitution utilisés par les entreprises de réparation sont conformes aux prescriptions du projet de décret du Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement concernant les installations pour véhicules à moteur en relation avec l'environnement notifié à la Commission le 12 juin 1998. À l'époque, ni la Commission ni les États Membres n'ont formulé de questions ou d'observations en relation avec cette notification.

Il convient enfin de noter que des données pertinentes concernant les produits devant être remplacés et les produits de substitution qu'il est possible de se procurer ne sont pas disponibles en raison de la diversité des produits en question. La fourniture d'une analyse des risques comme prescrit au quatrième sous-paragraphe de l'article 8 de la directive 98/34/CE n'est pas indiquée dans ce cas.

#### **Effets attendus des mesures au regard de la santé publique (ou sur la protection des consommateurs et de l'environnement)**

En matière de santé publique, il est attendu une baisse du nombre de nouveaux cas de PSO dans les groupes professionnels concernés. Pour ce qui est de l'environnement, il est escompté une baisse substantielle des émissions de substances organiques volatiles dans le secteur graphique et dans celui de la réparation automobile au cours des prochaines années par suite de l'utilisation (et donc de la production) d'encres, de vernis pour la réparation automobile et d'agents nettoyants renfermant moins de substances organiques volatiles.

#### **8.**

##### **Documents pertinents:**

- Décret du 15 février 1999 modifiant le Décret sur les conditions de travail en relation avec l'obligation de remplacer les substances organiques volatiles (Bulletin des lois et décrets n° 105)
- Modification du Règlement sur les conditions de travail en relation avec des activités impliquant l'utilisation de substances organiques volatiles (Journal officiel 1999, 245) - Voir notification G/TBT/Notif.99.325

<ul style="list-style-type: none"><li>- Mesures administratives concernant les substances organiques volatiles: industrie graphique - Éditions VUGA, La Haye, juillet 1998</li><li>- Mesures administratives applicables aux entreprises de réparation automobile – Éditions VUGA, La Haye, avril 1998</li><li>- Conditions de travail et PSO dans le secteur de la sérigraphie – Atelier de chimie UVA, Amsterdam, février 2000</li></ul>	
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> } Dès que possible après le 20 juillet 2000
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 20 juillet 2000
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [ X ] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:</b>